



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/913

S/21067

3 janvier 1990

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-quatrième session

Point 34 de l'ordre du jour

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :

MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE

INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-cinquième année

Lettre en date du 3 janvier 1990, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du
Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie du communiqué que la présidence de la République du Nicaragua a publié le 2 janvier 1990 concernant les actes criminels perpétrés par les forces mercenaires financées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte du présent communiqué comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, d'autant que ces actes constituent une violation flagrante des accords de paix conclus par les pays d'Amérique centrale.

L'Ambassadrice,

Chargée d'affaires par intérim,

(Signé) Daysi MONCADA

Annexe

COMMUNIQUE, EN DATE DU 2 JANVIER 1990, PUBLIE PAR LA PRESIDENCE
DE LA REPUBLIQUE DU NICARAGUA

Le Service de l'information et de la presse de la présidence de la République informe le peuple nicaraguayen et la communauté internationale que, selon les premières informations, des éléments mercenaires antirévolutionnaires, financés par le Gouvernement américain ont, le 1er janvier à 19 h 30, tendu une embuscade aux membres d'une commission religieuse présidée par le Vicaire apostolique de Bluefields, Mgr Pablo Schmidt, à Ojo de Agua, situé entre Alamikamba et Koperna (région de l'Atlantique Nord), tuant les soeurs Maureen Connaly (de nationalité américaine) et Teresa Rosales (indienne miskite), et blessant grièvement Mgr Pablo Schmidt et la soeur Francisca Colomer (indienne miskite).

Cet incident s'inscrit dans le cadre de la nouvelle offensive lancée par le Gouvernement des Etats-Unis, celui-là même qui a pris la décision d'envahir le Panama et d'investir la résidence de l'Ambassadeur du Nicaragua dans ce pays.

Le Gouvernement nicaraguayen condamne ces graves incidents qui compromettent les initiatives de paix prises par les présidents des pays d'Amérique centrale, auxquelles souscrit le peuple nicaraguayen.

De même, le Président du Nicaragua, le commandant Daniel Ortega Saavedra, lance un appel à la communauté internationale et aux forces politiques et sociales nationales pour qu'elles condamnent ce crime barbare perpétré contre des religieux, crime qui n'est pas sans rappeler le meurtre de six jésuites perpétré à San Salvador le 16 novembre 1989 par l'armée salvadorienne, qui, à l'instar de la Contra et d'autres forces de droite, défend la politique d'agression des Etats-Unis.
